

=COMMUNIQUÉ DE PRESSE= L'UPR demande à Emmanuel Macron et à Carole Delga, présidente PS de la région "Occitanie", de se retirer immédiatement de l'eurorégion «Pyrénées-Méditerranée» présidée par l'indépendantiste catalan Puigdemont.



Un authentique complot pour détruire l'unité nationale de l'Espagne et de la France : le 23 juin 2017, Carles Puigdemont, président "indépendantiste-dans-le-cadre-de-l'UE" de la Generalitat de Catalogne, devient le nouveau Président de l'Eurorégion Pyrénées - Méditerranée. Il est flanqué de Carole Delga, présidente PS

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
de la région française "Occitanie" et de Francina Armengol, présidente PSOE de la région espagnole "Îles Baléares". Quatre mois après cette photo, Carles Puigdemont a organisé un référendum inconstitutionnel pour l'indépendance de la Catalogne, puis a pris la fuite à Bruxelles sous le coup d'un mandat d'arrêt espagnol pour sédition, passible de 30 ans de prison. Source :
<http://www.euroregio.eu/fr/structure-et-organisation>

Objet :

L'UPR demande à Emmanuel Macron et à Carole Delga, présidente du Conseil régional d'Occitanie, de retirer immédiatement cette région de France de l'eurorégion « Pyrénées-Méditerranée » présidée par l'indépendantiste catalan Puigdemont, et plus largement de retirer tous les territoires français de toutes les « eurorégions » dont l'objet dissimulé est de disloquer les grands États-nations européens.

Texte :

Alors que les Français l'ignorent totalement, la région française baptisée récemment "Occitanie" est membre de l'eurorégion Pyrénées-Méditerranée. Ils ignorent encore davantage que cette entité transnationale est présidée par M. Puigdemont, le porte-drapeau de la pseudo-indépendance de la Catalogne, actuellement en fuite à Bruxelles, poursuivi par le gouvernement espagnol et passible de 30 ans de prison pour sédition.

Au total, des territoires français sont intégrés dans [24 eurorégions](#) transfrontalières, appelées [« groupement européen de coopération territoriale »](#) (GECT) dans l'euro-novlangue.

Pendant la campagne présidentielle de 2017, François Asselineau a été le seul candidat à révéler aux Français l'existence même de cette politique des « eurorégions » qui est conduite en catimini par les instances européennes et par les européistes français.

En créant de toute pièce des structures politiques volontairement transfrontalières, n'obéissant à aucune logique historique ou sociologique, ni à aucune affinité populaire, les européistes visent à faire éclater les États nations d'Europe en de nombreux petits ensembles politiques artificiels, impuissants et soumis pieds et poings liés à l'oligarchie euro-atlantiste.

C'est la volonté qui se cache par exemple derrière la mise en place, en décembre 2011, de l'eurorégion [« Nouvelle Aquitaine Euskadi Navarre »](#), qui porte en son germe l'indépendance du pays

Désormais, avec la déclaration "d'indépendance" de la Catalogne – qui n'est rien d'autre qu'une "déclaration de dépendance" à Bruxelles, Francfort et Washington, et ses répercussions en chaîne en Espagne mais aussi en Italie et en Belgique notamment, **les Français peuvent constater que François Asselineau était le candidat qui disait la vérité pendant la campagne présidentielle.**

Les Français peuvent aussi constater au grand jour le double jeu de la Commission européenne sur cette question cruciale. Tout en faisant le dos rond face au gouvernement de Madrid, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker n'a pas hésité à affirmer, lors d'une interview le 14 septembre 2017, que l'institution qu'il préside [respecterait le référendum catalan](#). En faisant cette déclaration deux semaines avant le scrutin, M. Juncker a apporté un soutien implicite à la cause de M. Puigdemont.

Les Français peuvent aussi constater les impacts néfastes pour l'unité nationale de la politique des « eurorégions » sur leur propre pays.

Le président de la collectivité territoriale de Corse qui prône pour sa part une Corse indépendante – là aussi pour rire puisque « dans le cadre de l'Union européenne » et des GECT – s'est ainsi cru autorisé à reconnaître l'indépendance de la Catalogne, ce qu'il n'a aucune légitimité de faire. Le gouvernement français n'a d'ailleurs formulé aucune admonestation à son encontre.

De la même façon, le gouvernement euro-atlantiste d'Emmanuel Macron reste silencieux sur la présence [depuis le 23 juin 2017](#) à la tête de l'eurorégion Pyrénées-Méditerranée de M. Puigdemont. Ce dernier, désormais en fuite en Belgique et poursuivi en Espagne pour rébellion, défend ouvertement l'éclatement de la France en réclamant le rattachement du département des Pyrénées orientales à la Catalogne.

La présence et le maintien de M. Puigdemont à la présidence du GECT Pyrénées-Méditerranée confirment une fois encore que la politique des « eurorégions » est complice de la volonté de détruire les États d'Europe et, en particulier, la France.

L'UPR exige que M. Macron fasse retirer immédiatement tout territoire français des eurorégions dont l'objet dissimulé est de conduire les États européens à l'éclatement et à l'impuissance.

3 novembre 2017

LES ANALYSES DE FRANÇOIS ASSELINEAU SUR L'OBJECTIF FINAL DES EURO-RÉGIONS SONT CONFIRMÉES PAR LES ÉVÉNEMENTS !
Visionnez-les et faites-les circuler au maximum tout autour de vous : IL Y VA DE LA SURVIE MÊME DE LA FRANCE !

1°) Vidéo résumée de 1h06' enregistrée à Avignon pendant la campagne pour les élections régionales le 3 décembre 2015
: <https://www.upr.fr/conferences/les-euro-regions-et-l'objectif-des-redcoupages-territoriaux-en-france>

2°) Vidéo en 4 parties de 1 heure, enregistrée à Namur (Belgique) au printemps 2013 :

